

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017



OIDEL



VIET NAM

SPAIN

INTRODUCTION

Nous sommes dans un monde complexe où les modèles théoriques sont souvent dépassés. Néanmoins l'Agenda 2030 et la généralisation de l'approche basée sur les droits de l'homme, dans les politiques publiques, sont des opportunités à saisir pour la construction d'une société internationale à la mesure de la personne humaine.

Dans un monde qui subit « un désordre établi », comme le disait Emmanuel Mounier, nous avons le devoir de travailler dans une direction claire : remplacer ce « désordre établi » par une culture des droits de l'homme qui soit universellement partagée.

Deux chantiers sont prioritaires :

1. Promouvoir une nouvelle culture de la démocratie et de la participation. Reformuler la participation de la société civile. Donner la priorité à l'établissement d'un ordre international juste et équitable.
2. Fonder l'universalité des droits de l'homme par une nouvelle réflexion sur les valeurs communes.

En ce qui concerne le droit à l'éducation, les priorités devraient aller dans deux sens :

1. Mettre à disposition des États des outils permettant de mieux connaître leurs obligations, par exemple, des recueils d'instruments sur le droit à l'éducation ou des documents présentant, de manière synthétique, les obligations des États.
2. Encourager la société civile à mettre l'accent sur le droit à l'éducation dans leurs actions de plaidoyer.

Enfin, le modèle de pensée actuel basé sur la rationalité technique et instrumentale est réducteur et ne peut pas garantir la dignité humaine. Une nouvelle alliance des connaissances et des pratiques est nécessaire pour instaurer de meilleures conditions de vie, dans une liberté plus grande, ayant comme but, ce que la Déclaration universelle appelait la plus haute aspiration de l'homme : l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère.

Le travail d'OIDEI a été axé sur les questions suivantes:

1. ACTIONS RÉGIONALES EN EUROPE

OIDEI a constitué un groupe d'amis sur la liberté d'enseignement appelé FREINET (<http://www.freinet.international/>). Ce groupe est composé de 15 membres du Parlement européen issus de différents groupes, d'ONG et d'experts en politiques éducatives.

2. INDICE DE LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT (ILE)

OIDEI a travaillé sur la nouvelle édition de l'Indice de la Liberté de l'Enseignement (ILE). Cette recherche effectue des comparaisons entre ILE et d'autres indicateurs comme PISA, la gouvernance ou la démocratie. Ce document sera présenté en 2018.

3. CORPUS SUR LES INSTRUMENTS DU DROIT À L'ÉDUCATION

Cette année, le Corpus s'est enrichi avec le développement du Code européen sur le droit à l'éducation. En outre, l'OIDEI a présenté aux Nations Unies deux des documents les plus importants du Corpus - Le contenu essentiel sur le droit à l'éducation et le Code international sur le droit à l'éducation.

4. ACTIONS AVEC LES PLATES-FORMES D'ONG

La Plateforme des ONG sur le droit à l'éducation a participé dans l'élaboration des résolutions sur le droit à l'éducation. À Paris, on a travaillé à la création de la nouvelle plateforme des ONG. Le Groupe de travail des ONG sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme, qui collabore à la mise en œuvre de l'éducation aux droits de l'homme avec la plate-forme d'États, a organisé un important séminaire sur l'Objectif 4.7 du l'Agenda 2030 et a présenté des interventions écrites et orales au Conseil des droits de l'homme,

L'OIDEI a été active sur d'autres plates-formes d'ONG telles que le Groupe de travail des ONG sur le droit au développement et le Groupe de travail des ONG sur la solidarité internationale. OIDEI a organisé un symposium de trois jours sur la solidarité internationale.

4. PROJETS DE RECHERCHES APPLIQUÉES AVEC DES UNIVERSITÉS ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

En 2017, le projet ABDEM s'est achevé. L'OIDEI a également présenté aux Nations Unies un rapport sur l'évaluation de la deuxième phase du Programme mondial pour l'éducation aux droits de l'homme. Notre organisation a mis sur pied un symposium international sur la radicalisation aux Nations Unies avec différentes universités en préparation d'un projet européen sur la matière.

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

L'OIDEL a activement participé aux sessions du Conseil des droits de l'homme en 2017, intervenant oralement et par écrit sur le droit à l'éducation, l'éducation aux droits de l'homme, la liberté d'enseignement et les peuples autochtones, le droit au développement et la solidarité internationale. Nos interventions ont été co-signées par un nombre significatif d'autres ONG.

L'OIDEL a contribué aux résolutions sur le droit à l'éducation, à la résolution sur les moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation pour toutes les filles sur un même pied d'égalité, à la résolution sur les droits économiques, sociaux et culturels, à la résolution sur l'éducation aux droits de l'homme, à la résolution sur le droit à la protection de la famille et les résolutions sur le droit au développement et la solidarité internationale. Nous avons également établi des contacts avec la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation et elle a participé à l'un de nos événements parallèles.

OIDEL a aussi participé à l'Assemblée générale de l'UNESCO, en faisant une intervention orale axée sur le rôle de la société civile lors de la session plénière.

Parmi les événements parallèles organisés par

OIDEL, nous pouvons souligner les suivants:

Évaluation de la deuxième phase du Programme mondial d'éducation aux droits de l'homme.

Lors de cet événement, OIDEL a présenté une recherche ayant pour but d'évaluer la transparence des rapports nationaux de la deuxième phase du Programme mondial. L'événement a été réalisé avec la collaboration de la Mission permanente de l'Italie. Alfred Fernandez et Beatrice Bilotti (OIDEL) ont présenté le rapport, qui est disponible sur notre page web. Michel Veuthey, ambassadeur adjoint de la Mission permanente de l'Ordre de Malte et président du Collège Universitaire Henry Dunant (CUHD), Ricardo Espinosa, responsable OSC du Cabinet Sponsorize et Massimo Baldassarre de la Mission permanente de l'Italie sont intervenus dans l'événement. Clara Solon, de la Mission permanente du Brésil a pris également la parole. Près de 100 personnes ont participé à cet événement.



Premier rapport mondial sur les droits économiques, sociaux et culturels.

Ce rapport est le premier de l'Observatoire international des droits économiques, sociaux et culturels (ObIDESC), créé par le CUHD et l'OIDEL en 2015. Ce rapport rédigé par 30 experts de différents pays présente la situation du droit à l'éducation et de la santé dans 42 pays en 2016. Cet événement était co-organisé par la Mission permanente du Portugal. Les intervenants ont été : Alfred Fernandez et Maéva Guyot, du Collège universitaire Henry Dunant, Nuno Cabral, de la Mission permanente du Portugal, Jorge M. Dias Ferreira, représentant permanent auprès des Nations Unies de New Humanity, Badia El Koutit, directrice générale de l'Association pour la promotion des droits humains (APDH) et Émilienne Rim A Kedi, représentante permanente auprès des Nations Unies de Drepavie.

Séminaire « Comment l'Éducation en droits de l'homme peut être promu à travers l'Agenda Éducation 2030, spécialement la cible 4.7 ? »

Ce séminaire a été organisé en collaboration avec le bureau de liaison de l'UNESCO à Genève, la Mission permanente de l'Italie et la Plateforme d'États sur l'éducation aux droits de l'homme. Cet événement avait comme objectif de présenter les différentes initiatives

des organisations internationales autour de l'éducation aux droits de l'homme: citoyenneté mondiale, citoyenneté démocratique et programme mondial.

Sont intervenus dans cet événement : H.E. Mr Maurizio Enrico Serra, Ambassadeur, Mission Permanente de l'Italie, Mr Abdulaziz Almuzaini, directeur du Bureau de liaison de l'UNESCO à Genève qui ont ouvert les travaux. Sont intervenus comme panélistes : Lydia Ruprecht, chef d'équipe de la Section d'Éducation pour l'éducation à la citoyenneté mondiale et le développement durable de l'UNESCO, Gilberto Duarte Santos, administrateur de la section de Prévention du crime et de la justice pénale, Éducation pour la Justice, UNODC, Elena Ippoliti, administratrice de la Section de la Méthodologie, de l'éducation et de la formation, HCDH et Giorgia Magni, chargée de recherche, du Bureau International de l'Éducation, BIE-UNESCO. Le séminaire a été modéré par Claire de Lavernette, représentante de l'OIDEL, présidente du Groupe de travail des ONG pour l'Éducation et la formation aux en droits de l'homme. Dans ce séminaire, ont participé plus de 80 personnes, dont une trentaine de représentants de missions permanentes.

Transhumanisme et cyberculture: les relations entre les sciences et les droits de l'homme.

Le but de cet événement était de réfléchir sur





les relations entre les droits de l'homme, la science et la technologie. Le débat s'est focalisé sur les défis posés par le développement de la biologie, des nanotechnologies, et de l'informatique. Les intervenants à cet évènement étaient: Alfred Fernandez, OIDEL, Osman El Hajjé, vice-président de IUS PRIMI VIRI International, Juan García, professeur à l'UNED (Espagne) et Alfred de Zayas, expert indépendant des Nations Unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable.

OIDEL a participé également aux consultations sur le programme du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, en insistant sur le besoin de refonder les mécanismes de protection et de centrer le travail sur l'approche basée sur les droits de l'homme de l'Agenda 2030.

OIDEL est intervenue également dans une consultation organisée par la Mission du Portugal sur le renforcement des recommandations relatives aux DESC, dans l'Examen Périodique Universel, ainsi qu'aux réunions du Groupe d'amis sur les DESC animées par la même Mission.

ACTION EUROPE

OIDEL a créé Freedom of Education International Network (FREINET) un groupe informel d'amis de la liberté de l'enseignement en Europe en collaboration étroite avec des membres du Parlement européen dans le but de mettre en place des actions et aussi des réflexions communes. L'objectif de ce groupe est de promouvoir une vision de l'éducation qui intègre la dimension de la liberté, conformément aux instruments internationaux, par l'échange régulier d'informations et l'organisation d'événements (séminaires, réunions). Ce groupe est composé de parlementaires, d'experts, d'universitaires et d'ONG. Un site web a été créé en 2017. (<http://www.freinet.international>)

L'OIDEL a également participé au séminaire de la Commission de la culture et de l'éducation du Parlement européen en vue du rapport sur la «Modernisation de l'éducation dans l'Union européenne» et est intervenue à l'événement organisé par l'ECNAIS sur l'autonomie scolaire au Parlement européen.

CONSEIL DE L'EUROPE

L'OIDEL a participé activement aux deux conférences annuelles des OING organisées au Conseil de l'Europe à Strasbourg en janvier et juin, en marge des sessions de l'Assemblée parlementaire. OIDEL a pris part aux élections. Elle a présenté le Code sur le droit à l'éducation en Europe.

INDICE DE LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT (ILE/FEI)

OIDEL a travaillé sur la nouvelle édition de l'Indice de Liberté de l'Enseignement (ILE). Le nouveau rapport comparera l'ILE avec des indicateurs de plusieurs types : économiques, de gouvernance, de qualité d'éducation et de ratification des normes internationales. Le but est d'évaluer la pertinence de notre indicateur par le biais des comparaisons avec des indicateurs bien établis. Ce rapport sera disponible en anglais et en français en 2018.

COLLOQUE DE RECHERCHE SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Ce colloque a été organisé en collaboration avec les Chaires UNESCO de Bergame et de La Rioja, l'Institut Supérieur d'Étude des Religions et de la Laïcité (Lyon 2), l'Université Sétif 2, l'Université Dimitrie Cantemir (Roumanie) et l'Université de Saragosse (Espagne).

Sont intervenus dans le colloque: Maria Mercedes Rossi, représentante permanente auprès des Nations Unies d'APG XXIII et présidente du Groupe des ONG pour la Solidarité internationale, Stefania Gandolfi, titulaire de la Chaire UNESCO de l'Université de Bergame et Présidente de l'Association Vitorino Chizzolini, Felice Rizzi, professeur, membre de la Chaire UNESCO de l'Université de Bergame, Domingo Caminero et María Ezquerro, professeure de l'Université de La Rioja, Maria Matel Boatca, docteure, chargée de cours, Université Dimitrie Cantemir, Jorge Ferreira, représentant permanent de New Humanity auprès des Nations Unies, Alfred Fernandez et Ignasi Grau de l'OIDEL, Amparo Alonso, chef de la délégation de Caritas Internationalis auprès des Nations Unies et Hervé Arot, ancien banquier. Le séminaire a reçu l'appui du Programme de participation de l'UNESCO.



CORPUS SUR LE DROIT À L'ÉDUCATION

Cette année, le Corpus s'est enrichi avec un Code européen sur le droit à l'éducation. *Le Code international* sur le droit à l'éducation a été publié en français et en anglais. Ces deux documents ont été distribués aux différentes parties prenantes sur le droit à l'éducation.

Un événement aux Nations Unies a été organisé pour présenter deux des documents les plus importants du Corpus : Le contenu essentiel sur le droit à l'éducation et le Code international sur le droit à l'éducation. Co-organisé par la Mission permanente de la Finlande, la Mission permanente du Portugal et en collaboration avec le Groupe des amis des DESC et l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, ont participé à la réunion: la spécialiste du programme de l'UNESCO, Rolla Mounné, le président de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, Georges Haddad, le secrétaire du Comité sur la protection de tous les travailleurs migrants Bradford Smith et la directrice des relations internationales du Ministère de l'Éducation et de la Culture de la Finlande, Jana Palojärvi. La rapporteuse spéciale, Mme. Koumbou Boly, a délivré un message par video transmission.





AUTRES ACTIONS

En juillet, OIDEI a organisé un colloque sur le thème «Radicalisation, témoignages et réponses» avec la participation du professeur Pascal Marchand, de l'Université de Toulouse, Jean-Paul Willaime, directeur d'études émérite à l'École Pratique des Hautes Études, Naouel A. Mami, vice-rectrice de l'Université Sétif 2, Philippe Martin de l'Université de Lyon 2 et de Jean-Pierre Chantin, chercheur à l'ISERL.

Une soixantaine de personnes y ont participé, parmi lesquels des représentants d'ONG, de l'UNESCO et des missions permanentes. Ce colloque a été organisé avec l'ISERL et la Chaire UNESCO de l'Université de La Rioja, en préparation du lancement d'un projet européen sur le même sujet.

En novembre, avec le Collège universitaire Henry Dunant, OIDEI, en collaboration avec l'ISERL et la Mairie de Ferney-Voltaire, a organisé une conférence dans le cadre des rencontres de la laïcité sur le thème: *La République face à la radicalisation*. Les orateurs ont été : Philippe Martin, professeur de l'Université Lyon 2, Michelle Brunelli, professeur de l'Université de Bergame, Ana Maria Vega, professeure de l'Université de La Rioja, Alfred Fernandez et Jean-Marie Bockel, sénateur français, chargé de mission sur cette question.

Le 21 mars, OIDEI a participé au Symposium international *Liberté d'enseignement: principes et réalités en France et dans le monde*, au Cercle national des armées à Paris. Cet événement a été organisé pour la Fédération Nationale d'Éducation Privée (FNEP), en préparation de l'élection présidentielle. OIDEI a présenté les résultats européens de l'ILE.

En avril, OIDEI a participé au 92ème conseil général de l'OIEC, au Liban, avec une présentation sur le rôle de la société civile dans l'éducation 2030.

En mai, une nouvelle présentation de l'ILE a eu lieu à l'Université Complutense de Madrid. Il s'agissait d'une activité du projet auquel nous participons sur *Neutralidad espacio publico: escuela pública - escuela privada* du Ministère de l'Economie d'Espagne.

PUBLICATIONS ET TIC

OIDEL a collaboré à un chapitre du livre: *Derechos Humanos del Siglo XXI – 50° Aniversario de los Pactos Internacionales de Derechos Humanos* (Aranzadi, Thompson), édité par la professeure A.M. Vega Gutiérrez.

Un ebook rassemblant les textes du colloque sur la solidarité internationale a été également édité et remis au nouveau expert indépendant des Nations Unies sur la solidarité internationale.

En 2017, les visites sur le blog d'OIDEL ont augmenté de 43%.

En décembre 2017, nous avons 272 abonnés sur Twitter et 346 personnes qui nous ont aimés (liked) sur Facebook. Même si ces chiffres sont encore très modestes, il convient de noter que plusieurs organisations internationales et personnalités du monde de l'éducation nous suivent.

En 2017, nous avons créé la page web du groupe FREINET et refait celle de la Plateforme sur le droit à l'éducation.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE: PRINCIPE OU DROIT? Aspects philosophiques, politiques et juridiques

2017



BUREAU

L'équipe fixe de l'organisation, comprend cinq personnes :

Alfred Fernandez, docteur en philosophie, directeur général

Claudia Neury, licenciée en tourisme, ex élève du CUHD, assistante de direction et comptabilité

Eva Perez, juriste, chargée de l'information et la communication

Claire de Lavernette, juriste, représentante auprès des Nations Unies

Ignasi Grau, juriste et économiste, conseiller scientifique



COMITÉ EXÉCUTIF

Président

Eugenio Gil-Villén, ancien directeur d'établissement

Vice-Présidents

Charles L. Glenn, professeur et ancien doyen de la Faculté d'éducation, Boston University

Guy Guermeur, ancien membre de l'Assemblée nationale et du Parlement européen

Ernesto Marín Coto, ancien Ministre de l'Education d'El Salvador

Secrétaire du Comité exécutif

Ángel Sánchez, directeur financier d'« Institució Familiar d'Educació »

Membres

Joan Curcó, président de Fomento

Francis Delpérée, professeur émérite à l'Université de Louvain, membre de la Chambre des députées, Belgique

Claire de Lavernette, présidente du Groupe de travail des ONGs sur l'éducation et formation aux droits de l'homme

Bertrand Doncieux, directeur exécutif de l'AEFLib

Joan Gallostra, président d'IFE

Paz Gutiérrez Cortina, ancienne secrétaire de la Commission d'éducation de la Chambre des députés (Mexique), présidente de l'ONG Enlace A.C

Georges Haddad, président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et ancien directeur de la recherche et la prospective à l'UNESCO

Luisa Ribolzi, professeure émérite à l'Université de Gênes, ancienne vice-présidente de l'Agence nationale d'évaluation des universités et des instituts de recherche (Italie)

Maria de Lurdes Rodrigues, professeur, ancienne ministre de l'éducation du Portugal

Luca Volontè, président honoraire du groupe PPE à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Président de la Fondation Novae Terrae

M. Diego Barroso, ancien président de l'Association européenne des parents d'élèves (EPA), a été élu en 2017 au Comité exécutif.



OIDEL